

Je demande, à ces honorables députés, qui parlent de décentralisation et qui s'opposent à l'idée de sécurité collective, quelle autre solution ils proposent? Ils n'en proposent aucune. Je sais que certains de ces mouvements ont été inspirés par de grandes institutions capitalistes, de grandes puissances financières ou autres. Mais je crois que, dans le moment, c'est rendre un mauvais service à nos démocraties que de déprécier le peu qui en reste. Si nous ne jouissons pas d'une démocratie intégrale en notre pays ou dans le commonwealth dont nous faisons partie, ou encore chez les nations qui combattent présentement les puissances totalitaires, il me semble toutefois que la démocratie que nous avons mérité qu'on la conserve et qu'on combatte pour la préserver. Je n'aime donc pas entendre des gens dénoncer en cette enceinte et à travers le pays les démocraties, les comparer, dans une certaine mesure, au régime hitlérien. L'honorable préopinant appartient au groupe du crédit social. J'ai lu les conseils qu'a donnés aux membres du parti du Crédit Social dans la province de l'Alberta un monsieur du nom de Byrnes, qu'ils paient \$6,000 par année. Or, que dit-il de la société? Il la compare à une pyramide. Les gens de l'extérieur constituent la circonférence et sur le sommet doit se trouver un seul directeur. Ce directeur doit donner les instructions et tous, jusqu'au dernier, doivent les suivre.

M. JAQUES: Il n'a jamais prêché cette doctrine.

M. COLDWELL: L'honorable député dit qu'il n'en est pas ainsi. Eh bien, voici ce que je vais faire. Dès que l'occasion s'en présentera, je vais lire ici, pour qu'il soit consigné dans le hansard, le compte rendu du discours de ce monsieur et cela réglera la question. Je n'en lirai que quelques passages pour prouver ce que j'ai dit. Je puis ajouter que dans aucune autre province du Canada n'existe une direction centrale, émanant du sommet, aussi complète que celle qui existe dans l'Alberta où un seul homme commande l'opinion de la masse du peuple.

M. JOHNSTON (Bow-River): C'est un grand homme.

M. COLDWELL: Il occupe certainement un grand espace, si c'est ce que l'honorable député veut dire.

M. HANSELL: Il n'y a rien de comique là dedans.

M. COLDWELL: Il n'y a peut-être rien de comique, mais vous l'avez voulu.

M. BLACKMORE: Ce n'est pas exact.

M. COLDWELL: Je l'ai vu ici.

M. HANSELL: Il ne commande pas l'opinion, il la dirige.

M. COLDWELL: Puisque nous nous battons pour nos institutions démocratiques, arrêtons-nous donc à des questions plus utiles que ce dont nous avons été et sommes encore les témoins à l'heure actuelle. Je suis convaincu que nous n'aurons la paix en ce monde que lorsque le peuple, grâce à des associations qui naîtront de sa propre agonie, arrosées de son sang et de ses sueurs, créeront un organisme international capable de maîtriser les pirates et les agresseurs internationaux, et c'est justement pour cela que la Société des Nations a été fondée. On nous dit que la Société des Nations a été une faillite. Ce n'est pas la Société des Nations qui a failli à sa tâche, ce sont les hommes d'Etat, ceux qui en inspiraient les actions. Voilà la grande tragédie de l'heure et plus tôt nous saurons le comprendre, plus tôt peut-être luira le jour où nous pourrons constituer un organisme qui nous protégera contre de nouvelles guerres.

M. JAQUES: Monsieur le président. . .

M. le PRESIDENT: Je désire signaler aux honorables députés que je leur ai donné une grande latitude. On a dit bien des choses qui ne se rapportaient pas du tout au crédit soumis au comité. On doit tout de même tirer la ligne quelque part.

M. JAQUES: J'ai à m'en tenir à cette ligne depuis le commencement de ce débat, mais cette ligne me semble être un cercle complet. Nous sommes revenus au point de départ.

M. le PRESIDENT: Dans ce cas, nous devons chercher à sortir de ce cercle vicieux.

M. JAQUES: Je ne m'attends pas à convertir l'honorable préopinant ni à modifier ses opinions politiques, mais je ne puis laisser passer ainsi les observations qu'il a faites au sujet de mon estimé et vieil ami, M. L. D. Byrnes, à qui on a lancé tant de sarcasmes parce qu'il reçoit un salaire de \$6,000 par année. Les paroles attribuées à M. Byrnes par l'honorable représentant de Rosetown-Biggart (M. Coldwell) disent exactement le contraire de ce que pense M. Byrnes, car je le connais intimement.

M. BLACKMORE: Moi de même.

M. JAQUES: Et nous partageons en commun la même connaissance du crédit social et la même fidélité à ses principes. Or, la liberté de l'individu constitue le fondement même de cette doctrine.